

PDG/Port-Gentil/Réduction du train de vie de l'Etat

Des mesures "indispensables, efficaces, justes et équitables"



Les responsables du PDG venus de Libreville et ceux de Port-Gentil, lors de la rencontre.



Une vue des militants.

RAD
Port-Gentil/Gabon

Le chef de la délégation de la mission dépêchée par le parti, Adonis Moudouma et sa suite, (tous membres du Conseil national), ont expliqué, samedi dernier, au siège, local du PDG, le bien-fondé des mesures "fortes" issues des Conseils des ministres des 21 et 29 juin 2018 visant à rétablir l'équilibre des finances publiques.

LE siège du Parti démocratique gabonais (PDG), a abrité, samedi dernier, une "importante" séance de travail entre une délégation dépêchée par le secré-

tariat exécutif du parti majoritaire et une assistance composée essentiellement des membres du Bureau politique, ceux du Conseil national et du Comité central, les secrétaires départementaux et d'arrondissement venus, pour certains, de Gamba, Omboue et de Bendjé. Adonis Moudouma (chef de délégation), Francine Nkeze, Rentch Onanga, Louis-Marie Moussavou, Arnaud Koumba et Ludovic Magnagna, tous membres du Conseil national, ont, à tour de rôle expliqué le bien-fondé et surtout la nécessité de soutenir les mesures "fortes" issues des Conseils des ministres des 21 et 29 juin 2018, visant à rétablir l'équilibre des finances publiques, indispensables au financement

de notre économie. Des éléments de langage dont devront se servir les participants pour amplifier le message reçu dans leurs champs de compétence. On a ainsi appris, après un bref rappel des faits, que les mesures en cours vont ramener à 35% d'ici deux ans, la masse salariale afin de l'arrimer aux standards de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Actuellement elle représente un budget mensuel de 60 milliards de F.CFA, soit 59% des recettes fiscales. Il s'agit, a-t-on expliqué, de faire des économies pour orienter l'investissement dans les domaines à fort impact social tels que la santé, le logement, l'éducation, l'emploi, les infrastruc-

tures et le cadre de vie. Mais aussi, de "rompre avec le gaspillage et la dilapidation des deniers publics". La mise sur bons de caisse des agents publics s'inscrit en droite ligne de ces mesures d'assainissement de la trésorerie. "Elle permettra de s'assurer de la présence effective des agents et leur reconnaissance par leur responsable hiérarchique, d'assainir le fichier des titulaires de fonctions afin de déceler les cas de perceptions indues, de préparer les audits des fichiers solde et fonction publique", ont soutenu les intervenants. Lesquels ont salué le courage, l'engagement, le pragmatisme et les efforts du président de la République, Ali Bongo Ondimba "parce qu'il affiche clairement sa volonté d'améliorer

les conditions de vie des populations". Pour eux, au moment où les élections législatives cristallisent les tensions, le numéro un gabonais aurait pu faire des "annonces propagandistes ou démagogiques pour servir son parti, le PDG". Or, poursuivent-ils, "ces mesures fortes qu'il décide de mettre en œuvre en cette période, confirment l'engagement du chef de l'Exécutif à répondre aux aspirations légitimes des populations gabonaises". "Il y a une différence entre un politicien et un homme d'Etat. Le premier pense à la prochaine élection et le second pense à la prochaine génération". En s'appuyant sur cette citation, les orateurs estiment qu'aux yeux du chef de l'Etat, "aucune élection n'est plus impor-

tante que la construction d'une société plus juste et équitable pour un avenir meilleur de ses compatriotes". A tout prendre, les mesures du président de la République ont été jugées indispensables, utiles, efficaces, justes et équitables. Adonis Moudouma et sa suite ont appelé à un "sursaut national" et à plus de solidarité, au dépassement de divergences politiques pour s'unir, renforcer l'effort collectif nécessaire pour relever les défis qu'impose la situation. "C'est au bout de cet effort que se trouve l'espoir d'une croissance économique plus forte et par conséquent, l'espérance d'une politique de partage plus prospère", ont conclu les intervenants.

Législative 2018/2e arrondissement d'Akanda

L'UN dans les rencontres interactives

C.O.
Akanda/Gabon

APRES le quartier Cap Caravane, dans le 2e arrondissement de la commune d'Akanda (province de l'Estuaire), le Secrétaire national chargé des Finances de l'Union nationale (UN), Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, était, samedi dernier, au lieu dit "Carrefour de la Paix" et à la cité Entraco, pour animer des causeries politiques.

Comme lors de ses précédentes sorties, celles de samedi se voulaient interactives : "Je suis venu échanger avec vous sur les questions d'actualité et l'avenir de notre pays le Gabon", a-t-il lancé. Poursuivant son propos, Jean-



Jean Gaspard Ntoutoume Ayi, s'adressant aux militants de la commune d'Akanda.



Plusieurs hiérarques de l'Union nationale (UN) étaient présents à la causerie du Secrétaire exécutif, chargé des Finances.

Gaspard Ntoutoume Ayi s'est voulu laconique dans son discours portant sur la dégradation sociale, économique et politique de notre pays. Il a affirmé que la situation économique et so-

ciale du pays s'empire chaque jour davantage. Mais, l'UN a-t-il fait savoir, a choisi la voie des urnes pour tenter de sortir le pays de cette mauvaise passe. "Nous n'allons pas aux élections

pour le plaisir d'y aller. Nous y allons pour décider ensemble de qui doit nous diriger. Ne pas aller, c'est abandonner le sort de notre pays dans les mains du pouvoir actuel", a-t-il dit. Tout en précisant

qu'il est primordial pour ses compatriotes de se rendre massivement aux urnes le jour "j". Car, pour lui, "ce sont les élections seules qui permettront de créer les conditions de la reconstruc-

tion de notre pays et de notre vivre-ensemble".

Interpellé par des jeunes qui venaient d'obtenir leur Baccalauréat, l'orateur, tout en les félicitant, a indiqué que, "son engagement politique se justifie en partie par le souci de votre avenir meilleur". Non sans les avoir exhortés "à ne pas choisir la facilité, en étant exigeants envers eux-mêmes tout en étant intransigeants envers les hommes politiques qui sont leurs obligés".

Outre la présence du vice-président de l'UN, Casimir Oye Mba, à ces meetings, on notait celle d'autres hiérarques de l'UN, parti politique de l'opposition se réclamant de la Coalition pour la nouvelle République (CNR).

Réaménagement du gouvernement

Déclaration du PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT
Par décret présidentiel N° 0000183/PR/PM en date du 23 juillet 2018, le Gouvernement de la République est remanié ainsi qu'il suit:

- MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, CHARGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Monsieur Julien NKOGHE BEKALE

- MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'ARTISANAT

Madame Carmen NDAOT

- MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, CHARGE DE LA DECENNIE DE LA FEMME

Madame Estelle ONDO

- MINISTRE DE L'EGALITE DES CHANCES, DE LA JEUNESSE, CHARGE DES GABONAIS DE L'ETRANGER

Monsieur Arnaud Calixte ENGANDJI ALANDJI

Le reste sans changement.
Fait à Libreville, le 23 juillet 2018